

## ARGUMENTAIRE

La conférence va présenter une confrontation interdisciplinaire, notamment entre sociologues et philosophes politiques et du droit, sur les enjeux théoriques et pratiques liés aux mobilisations des migrants/réfugiés et des solidaires dans le cadre de la « crise des réfugiés ».

La conférence s'articulera en deux parties.

Dans la première partie, on va présenter les résultats d'une recherche conduite sous la direction du Centre des Mouvements Sociaux de l'Ecole Normale Supérieure de Pise-Florence, dédiée à reconstruire les « actions » des mouvements sociaux européens et des réfugiés au long des routes principales d'accès en Europe.

Dans la deuxième partie, on va explorer les enjeux plus théoriques et généraux soulevés par la « crise des frontières Européennes » en termes de nouveaux sujets politiques émergents, de pratiques et connaissances nouvelles, de visions de l'espace social et politique alternatives par rapport aux politiques dominantes.

La recherche menée par le Centre des Mouvements Sociaux sur les mobilisations pour les droits des réfugiés qui ont eu lieu notamment en 2015 et 2016 va soulever des enjeux théoriques et empiriques.

Du côté théorique, la recherche va mettre l'accent entre autre sur les différents types de « mobilisations de/dans l'espace », voire sur le rôle des espaces dans ces luttes : à la fois comme limites, barrières, frontières à traverser et faire éclater, et comme lieu de résistance et de solidarité, de visibilité et d'occupation, d'auto-organisation et de politisation à activer.

Du côté empirique, la recherche va produire une « cartographie » des mouvements pour les droits des réfugiés tout au long des principales routes d'accès en Europe, notamment la route Balkanique et celle Italienne. Cette reconstruction va mettre en avant les aspects originaux des mobilisations en termes d'acteurs et de revendications, de pratiques et de répertoires des protestations, de formes d'organisation et de coalitions entre sujets différents, etc. Une attention particulière sera donnée aux effets des mobilisations en terme de production de nouveaux savoirs et de représentations alternatives de la mobilité humaine contemporaine.

A partir des résultats de ces recherches, une réflexion plus large sera développée mettant en œuvre la dialectique exil/desexil. Cette réflexion va porter sur les implications que les mobilisations à la frontière ont par rapport aux concepts clé de la philosophie politique et du droit, comme aussi par rapport aux politiques dominantes en matière de contrôle des frontières.

Sur le terrain de la philosophie politique et du droit, les mobilisations à la frontière soulèvent de nombreuses questions. Elles mettent en crise la « pensée d'Etat », voire le lien constitutif entre le « droit à avoir des droits » et la citoyenneté nationale (ou bien, aujourd'hui, européenne). Elle mettent en question et contestent les expressions clé de la souveraineté, qui s'exprime de manière renforcée dans la crise en cours: le pouvoir de contrôler, militariser et fermer les frontières; de soumettre les demandeurs d'asile au risque de la vie; de sélectionner les demandeurs d'asile sur la base de la nationalité et de la distinction entre réfugiés et migrants économiques; d'agir de manière sélective dans les opérations de sauvetage en haute mer; de prendre les empreintes digitales avec la force; de déporter les migrants dans le cadre d'accords avec les États d'origine ou de transit; de ne pas reconnaître aux demandeurs d'asile le droit de choisir le pays où demander asile. Bien évidemment, la discussion critique de ces points s'interroge, de manière implicite ou explicite sur des politiques alternatives en matière d'asile et de mobilité, en tenant compte des revendications des migrants eux-mêmes.